

Le quotidien du peuple

lundi
6 octobre
1975
1.50 F

N° 6
B.P 225 75 924 PARIS CEDEX 19

Directeur de publication :
Y. CHEVET
distribué par les N.M.P.P.
imp. Roto Nation

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

CHAPRON LIBERE PAR LA JUSTICE DES PATRONS

Samedi, la chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Douai (connue comme une des plus réactionnaires de France) s'est empressée de faire relâcher Chapron, le directeur de « Huiles, Goudrons et Dérivés ». Cette libération était prévisible : défendre un membre de la grande famille du patronat menacé individuellement ; faire oublier les crimes de la bourgeoisie, sur lesquels l'affaire Charette-Chapron avait contribué à jeter la lumière ; tenter de régler les contradictions qui se développent au sein de l'appareil judiciaire.

UNE CAMPAGNE DE MENSONGE

Tous les moyens ont été employés et la calomnie pure et simple de préférence. On a dépeint le juge Charette comme un petit-fils de Chouan, un jeune gauchiste excité, un jeune minet, un juge mal noté. Le journal du Dimanche du 5 octobre : « si vous voulez voir les magistrats distribuer des tracts qui traînent dans la boue, une bonne adresse : le Palais de Justice de Béthune ». Et comme le journaliste n'a pas la plume légère, il qualifie tout simplement le juge Charette de « trublion ». Injures, sous-entendus malhonnêtes, ce ne sont pas des arguments bien solides.

Le deuxième argument, c'est de faire valoir qu'il ne s'agit pas là

d'une procédure normale, habituelle, que les moyens employés sont exceptionnels. Or il faut être bien ignorant ou faussement naïf pour le prétendre. Tous les jours, la justice place en détention, soi-disant provisoire, des dizaines de personnes. Pour un vol de bicyclettes, ou même de bouteilles de lait vides, on peut passer plusieurs mois en prison avant le jugement. C'est être bien hypocrite que de feindre de découvrir ce scandale maintenant. Cette habitude inqualifiable de la justice, certains ne s'en émeuvent que le jour où un patron en fait les frais.

Un dernier argument est de dire que si le juge de Charette a utilisé une procédure aussi exceptionnelle, c'est qu'il y avait une intention politique. On présente cette incarcération comme politique, téléguidée de l'extérieur par le Syndicat de la magistrature, présentée comme une « organisation subversive gauchiste » (Jean Foyer).

Or, aucun de ces arguments ne tient. On voit mal le rapport entre les lointains ancêtres du juge de Charette ou la couleur de ses pulls et l'incarcération de Chapron. Au point de vue de la légalité bourgeoise, celle-ci se justifie parfaitement. Une circulaire du ministère de la justice précise : « Si l'information judiciaire se révèle indispensable, une mesure de détention provisoire, serait-ce pour une courte période, peut-être justifiée par la protection

de l'ordre public et se révéler dissuasive pour le délinquant ». Le juge a estimé que l'ordre public était troublé par le risque quotidien que ce patron faisait subir à ses ouvriers. De plus, comme il avait passé outre à de nombreuses observations de l'inspecteur du travail, il y avait toutes les chances pour que Chapron récidive.

LA BOURGEOISIE VIOLE SA PROPRIÉTÉ LÉGITIME

On accuse le juge de Charette d'avoir introduit la politique dans son jugement, d'être partisan, manipulé de l'extérieur. Mais c'est la justice toute entière qui est politique. N'est-elle pas politique l'inadmissible clémence envers l'assassin de Mohamed Diab ? N'est-ce pas faire de la politique que d'intervenir dans le cours de la justice pour faire libérer un patron, mais de ne jamais intervenir quand il s'agit de quelqu'un d'autre ? La détention provisoire est un scandale permanent ; mais n'est-ce pas politique de ne s'en scandaliser que lorsqu'elle touche un membre du grand clan des possédants ? N'est-ce pas politique de considérer qu'un patron qui envoie un ouvrier à la mort sciemment ne commet qu'un homicide involontaire ? Le 2 octobre, le patron d'Usinor-Denain, à la

Suite page 4

BEAUVAIS peine de mort pour un jeune de 17 ans

Vendredi soir à Beauvais, après deux jours de délibération, les jurés de la Cour d'Assises de l'Oise (2 cadres commerciaux, 1 agent de maîtrise, 1 cultivateur, 1 entrepreneur et 1 conducteur de travaux) ont voté la peine de mort pour Bruno... Et respectivement, 20 et 12 années de prison pour Yannick, Patrick et Michel, tous âgés de 17 ans et Madame Boursier, une retraitée habitant à Liancourt.

C'est le type même du crime crapuleux. Aujourd'hui, la presse bourgeoise, non seulement applaudit à la sentence prononcée mais en profite pour lancer des appels au renforcement de la répression contre tous ceux qui troublent l'«ordre»

MAIS CES QUATRES JEUNES, QUI SONT-ILS ?

Beauvais le 5 octobre

Beauvais est une de ces villes de l'Oise qui, complètement détruites par la guerre, ont été

rebâties ensuite très vite pour les industriels qui sont venus s'y implanter, attirés par la main d'œuvre que représentaient les agriculteurs et leurs fils, obligés d'abandonner leurs fermes non rentables. La ville compte aujourd'hui 55 000 habitants ; et l'usine Lockheed, par exemple, fait un ramassage jusqu'à 65 km à la ronde. C'est, en 15 ans, devenu un centre important de profits. Rien n'est prévu pour y faire autre chose. Des bâtiments de béton rectangulaires et froids qui se mêlent à quelques monuments restés debout et de grands ensembles HLM qui ceinturent le tout ; c'est cela Beauvais. Comme devaient nous le dire des jeunes travailleurs d'un foyer du quartier Saint-Jean : « Ici, rien n'est prévu pour nous, on s'emmerde, le soir après le boulot, il ne reste que les bistrotts ». Dans le bistrot où se rendaient Bruno et ses copains, on ne connaît pas encore la nouvelle. Lorsque nous l'annonçons, la patronne n'en revient

Suite page 4

des dizaines de milliers de jeunes contre le chômage

Le matin, la place de la République est pleine, transformée pour une matinée en un gigantesque forum, au milieu des stands des jeunes travailleurs ou des syndicats venus de toute la France. Les expériences s'échangent, le débat est ininterrompu : plusieurs centaines de brochures « spécial chômage des jeunes » sont vendues, au milieu des drapeaux rouges, corses ou bretons, sous les bombages anti-franquistes restés des manifestations précédentes.

L'après-midi, c'est la manifestation : nous sommes plusieurs dizaines de milliers : c'est le plus grand rassemblement de jeunes ouvriers depuis mai 1968.

Dans certains cortèges, en particulier dans la CFDT, la combativité est grande. C'est par exemple un cortège CFDT de l'Est et son « Union, Action, Révolution ». C'est un comité de chômeurs CGT qui scande « Une seule solution, la Révolution ! ». Ce sont les fortes délégations combattives de Bretagne ou du Sud-Ouest, régions particulièrement touchées par le chômage.

Suite page 6

PARIS 4 octobre



vie du journal

en avant vers les 50 millions !

Le QUOTIDIEN DU PEUPLE ne compte, pour sortir, que sur ses propres forces, c'est-à-dire celles de tous ses lecteurs, de tous ceux qui le soutiennent et qui sont prêts à prendre part à notre projet. La bataille financière pour la parution du Quotidien du Peuple n'a été gagnée que grâce à votre soutien : c'est grâce aux sommes collectées que nous avons pu investir le minimum et rassembler la première avance nécessaire pour la sortie du Quotidien du Peuple.

Mais cette bataille, c'est une bataille quotidienne ! Nombreux sont ceux d'entre vous qui l'ont compris. Comme par exemple ces abonnés qui nous proposent d'acheter tous les jours leur journal en kiosque et de reverser le montant de leur abonnement pour la souscription. Cette bataille, il faut la poursuivre : nos dépenses sont considérables (amortissements des investissements, frais d'impression, de reportage, de téléphone...). Surmonter aujourd'hui tous les obstacles que rencontre un nouveau quotidien, un quotidien qui défend les intérêts du peuple, nécessite des dépenses très importantes. Nos rentrées sont uniquement celles qui viennent des messageries des NMPP (qui ne nous règlent pas tout de suite), et... votre souscription.

C'est pourquoi, il est urgent que tous nos lecteurs se mobilisent pour soutenir financièrement le Quotidien du Peuple, le faire connaître largement et collecter pour lui. C'est la condition du succès du projet du quotidien.

Reims collecte sur un marché	125 F	Gennevilliers marchés	165 F	R.D.S. retraité	150 F
Amiens des maîtres-auxiliaires	410 F	St Denis des lycéens	200 F	Paris des postiers	200 F
Paris collectes sur des marchés	455 F	J.L.C Crémieu chômeurs	50 F	un infirmier	50 F
Nanterre collecté à la Sécurité Sociale	100 F	Martiques «des sympathisants»	500 F	collecté parmi des travailleurs immigrés de Renault	60 F
		D.F. Martiques	400 F	un chercheur	90 F
		Un ménage de travailleurs immigrés de Caen	100 F	JPL Paris	90 F
		Un travailleur africain de Caen	30 F	GB de Brest	300 F
		Un professeur (Caen)	10 F	Vitry collecté dans une cité sur des marchés	300 F
		AMP Paris	200 F		175 F
		Thionville collectes sur un quartier populaire	559 F	Créteil un couple de progressistes	300 F
		Un médecin	300 F	Ste Geneviève-des-Bois collecte sur le marché	90 F
		Amiens	1000 F	FB Angers	50 F
		Nantes: des jeunes d'un CET	50 F	Alfortville un ouvrier plombier	30 F
				DB employé de banque Le Havre	50 F
				FL retraité Avignon	50 F
				Un couple de paysans à St Sorlin	70 F
				Une travailleuse au chômage Villiers-Le-Bel	20 F
				JD Paris « pour que vive le Quotidien du Peuple »	100 F
				JPGif-Sur-Yvette	250 F
				MJ Vanves	250 F
				DJL Salins	250 F
				G.Philippe Beauvais	250 F
				(ces camarades décident de transformer leur abonnement en « soutien » et d'acheter leur journal en kiosque)	
				Total	
				souscription précédente	60 061,50 F
				Total au 6/10/75	67 940,50 F

COMMUNIQUÉ DES «COMITÉS POUR LA MARCHÉ SUR L'ESPAGNE»

Ils sont morts. Avec le fascisme, on ne peut jamais dire : « J'ai le temps ». Avec le fascisme, la fureur même nous rentre dans la gorge. Tout ce qui a été fait est bien. Rien de ce qui a été fait ne suffit plus maintenant. Il est impossible que dans six semaines, dans six mois, nous puissions dire : « Qui parlera encore des cinq fusillés de Madrid, de Burgos, de Barcelone ? » Les appels à la conscience humanitaire, les vœux pieux sont dérisoires. La lutte contre le fascisme, c'est notre affaire à chacun de nous, organisés ou non. Nous devons au peuple espagnol, nous nous devons plus et encore plus.

MARCHE SUR L'ESPAGNE : APPEL INTERNATIONAL

Peuples de l'hexagone, jeunesse de France, c'est notre responsabilité de prendre en mains la lutte sans quartier contre le fascisme à la frontière de l'Espagne et de l'Europe. Nous lançons un appel à une marche internationale sur la frontière, à la création de Comités de marche sur l'Espagne, dans tous les quartiers, dans toutes les villes de France. Nous lançons un appel à un rassemblement pour fermer la frontière d'Hendaye, le 1^{er} novembre 1975. Nous lançons un appel à l'intensification du blocus de l'Espagne fasciste. Plus de train, plus de route, plus de bateau, plus de communication pour l'Espagne.

Les signatures sont recueillies à une coordination des « Comités pour la marche sur l'Espagne », 22 rue du Faubourg du Temple, Paris 11^e, tel. 355.66.88. Permanence mardi et jeudi de 17 à 19 h. Les fonds sont à envoyer au CCP PARIS 19479-34, Patrick Prado, avec la mention « Pour l'Espagne libre ».

dans notre courrier...

Parmi vos propositions de collaboration :

des camarades marocains :

«...Nous avons enfin trouvé le Quotidien du Peuple... nous arrivons juste du Maroc, et nous allons bientôt y repartir et nous voulons avant notre départ mettre au point un système pour vous envoyer des témoignages concrets sur la manière dont le peuple marocain subit quotidiennement le poids du capitalisme international et surtout français...»

Parmi vos lettres de critique.

S.N. de Villiers Le Bel

« Bravo pour la sortie du Quotidien. Je pense qu'il était vraiment nécessaire de le faire paraître. Peut-on être en dehors des luttes en ce moment ? voilà une question à se poser...»

M.G. d'Avion

«...Une chose positive : le contenu prolétarien du journal, ce qui nous change des grandes phrases et « débats » intellectualistes de l'ancienne presse marxiste léniniste...»

de Nancy

«...Le Quotidien du Peuple m'intéresse... Je le lis de bout en bout... L'article sur la révolution chinoise m'a beaucoup intéressé... Mais ne pourrait-on pas expliquer

par une formule entre parenthèses le sens des mots qui ne sont pas courants ?... Quelques propositions : on pourrait par exemple envoyer des journalistes en Chine et en Albanie pour avoir plus de détails sur la vie quotidienne de ces peuples... D'autre part en discutant avec des catholiques, je n'arrive pas à saisir clairement (donc à expliquer) la position des marxistes léninistes vis à vis de la religion. Pourrait-il y avoir un article là-dessus ?»

F. de Paris

Les événements ont en eux-mêmes une portée politique ; ils peuvent être des arguments vivants. C'est pourquoi je pense qu'il doit y avoir plus de place pour la simple relation des faits d'actualité...»

JLS DE Paris

«Un conseil : ne pourriez-vous pas faire une rubrique hebdomadaire au sujet du journal «l'Humanité» où vous critiqueriez d'un point de vue révolutionnaire les articles les plus «intéressants» (si l'on peut dire) Ça donnerait des bases pour la discussion avec les camarades qui s'interrogent de plus en plus sur Marchais et sa clique, mais qui lisent tout de même ce journal...»

De Grenoble

D'avantage d'explications, d'exemples, d'encarts...»

table ronde autour du Quotidien du Peuple

Paris 18^e

25 personnes environ se sont réunies vendredi soir autour des premiers numéros du QUOTIDIEN DU PEUPLE. Tout le monde remarque une difficulté dans ces premiers numéros à se sortir de l'hebdomadaire. Mais pour les gens qui sont venus, le Quotidien c'est déjà le journal du peuple.

Une ouvrière de 65 ans parle du feuilleton, disant qu'elle a été exploitée dès l'âge de 13 ans pour être jetée au chômage à 60 ans. Elle se reconnaît dans cette histoire. Ce qui la touche la plus c'est qu'elle est sûre que c'est écrit «par quelqu'un qui l'a vécu», pour les gens du peuple, pour les vieux ouvriers comme elle, aujourd'hui mis au rebut par le capitalisme. Déjà elle fait circuler son journal autour d'elle.

Des instituteurs sont venus avec un article sur l'école maternelle qu'ils ont préparé eux-mêmes pour

le Quotidien du Peuple. A propos de l'article paru dans le n°3 ils disent : «il y a tellement de choses à dire ; il faut y revenir ; faire des dossiers plus complets».

A propos du sport, un jeune du midi pense que l'intervention du Quotidien du Peuple ne doit pas se limiter à une critique du sport professionnel. Il y a des tentatives positives. Dans son village, les jeunes ont refusé les propositions «alléchantes» du maire, et ont constitué leur propre équipe de rugby malgré d'énormes difficultés. C'est cela le sport populaire.

En se quittant, la décision est prise de tenir des réunions régulières de lecteurs du Quotidien : Quelqu'un propose qu'on y vienne avec de petits articles sur la vie du quartier qu'on mettrait en commun et qui pourraient faire l'objet d'un supplément local au Quotidien du Peuple.

PUK-Levallois

Vendredi soir à la sortie du labo a eu lieu une table ronde sur le Quotidien du Peuple.

Aussitôt, la discussion s'engage sur l'événement qu'a constitué la sortie du Quotidien du Peuple, sa présentation, sa qualité technique, son style...etc

Dans l'ensemble pour les camarades, la lecture du journal suscite un réel intérêt, le Quotidien du Peuple est un vrai journal.

Ce qui est tout d'abord positif, c'est la place réservée aux luttes ouvrières ; C'est aussi la capacité du comité de rédaction de mettre en valeur l'essentiel d'un événement politique : l'Espagne, 5 assassinats, le franquisme paiera ses crimes ; Le Portugal, c'est un exposé clair de la situation par rapport à tout ce qui a été écrit ou dit jusqu'à ce jour ; Béthune, «le coup de la fatalité ne marche plus» et l'interview d'un juge d'instruction...

Sur le style ..

Il ne rompt pas suffisamment avec celui de Front Rouge, les éditoriaux par exemple s'adressent-ils aux militants politiques ou bien aux travailleurs et aux masses ? Le vocabulaire employé renvoie souvent à Front Rouge (cf. utilisation répétitive des termes révisionnistes par exemple).

Sur la diversité des thèmes abordés.

Il faudrait aborder un peu plus ce qui concerne la politique intérieure, la crise de la bourgeoisie, le plan de relance....

Le feuilleton:

C'est très bien, mais pourquoi ne pas partir de la vie des travailleurs et des masses populaires de notre époque ?.

Sur le fond... Faisant suite à Front Rouge, le

Quotidien du Peuple procède beaucoup par affirmation sans étayer suffisamment la ligne politique de ce qui doit sembler acquis pour le lecteur :

- l'article à propos de l'O.P.E.P. (cf n°7), il faudrait mieux expliquer au lecteur pourquoi les pays producteurs de pétrole livrent un combat anti-impérialiste alors que les dirigeants de certains de ces pays (Arabie saoudite, Koweït...) font un drôle d'usage des pétro-dollars ?

- Dans l'édito de vendredi, dans la caractérisation de la journée du 4 octobre et le «désarmement» organisé par les directions syndicales...

Si le Quotidien veut être celui du Peuple, cela veut dire qu'il s'adresse donc aussi aux masses influencées par les révisionnistes et les réformistes, il y a par conséquent intérêt à ne pas les rebuter par des raccourcis en analyse politique. Le Quotidien du Peuple ne ferait pas preuve d'opportunisme en expliquant mieux ses positions sur la question syndicale afin que les attaques envers les directions confédérales et l'appareil syndical n'apparaissent pas comme des positions anti-syndicales.

D'autre part, dans l'analyse de thème comme l'Ecole (cf interview sur la maternelle n°4), bien que l'article soit très intéressant, il n'y a pas d'alternative positive de proposer : doit-on ne plus envoyer nos enfants à la maternelle ?

Cela renvoie à la question : comment dépasser le stade de la critique révolutionnaire (qui est à faire) de la politique de la bourgeoisie, des révisionnistes et des réformistes pour arriver à présenter en terme positif la voie de la révolution prolétarienne.

PORTUGAL : QUEL AVENIR ?

La situation est dans le prolongement des derniers jours.

RADIO RENAISSANCE occupé par les commandos. Les travailleurs et les soldats de Cartais continuent à garder les locaux des studios. L'occupation de l'émetteur a été renforcée avec du matériel lourd : blindés, canons sans recul, bazoukas. Certains des canons seraient pointés sur l'émetteur prêts à le détruire en cas d'intervention populaire. Les soldats du Rioq, avec les épaulettes du COPCON, ont relevé le régiment qui se trouvait au studio de Radio-Renaissance. Ils collaborent, dans les mêmes conditions, avec les travailleurs.

RADIO CLUBE. L'armée a évacué les lieux. La police n'a pas fait son apparition, les émissions continuent normalement, comme avant l'occupation.

L'EMETTEUR NATIONAL. La police garde l'entrée et exerce un contrôle sur tous ceux qui entrent dans le bâtiment. Situation paradoxale : les handicapés des Forces Armées qui ont évacué l'Assemblée Nationale toute proche, se sont transportés ici ; ils occupent plusieurs pièces du premier étage, et animent les discussions avec le personnel de la radio.

Cependant le personnel a adopté une motion où il déclare « accepter la plate-forme proposée par le ministère de l'intérieur » : il s'agit de la censure des informations décidée par le gouvernement. Selon un journaliste de l'émetteur rencontré sur les lieux, cette motion n'a rien d'étonnant, la majorité du personnel ayant toujours été favorable au PS.

Dans un communiqué, le ministère de l'information déclare : « Les mesures d'exception visent à attirer l'attention sur la nécessité de reconstruire un climat de discipline et d'autorité ». Le leitmotiv est commun au PS, aux autres partis de droite, au groupe des neuf et au gouvernement actuel ; il est repris dans le même communiqué à

propos de la situation actuelle au sein des Forces Armées : le ministère de l'information menace d'étendre la censure aux organes de la presse écrite. Il a décidé de traîner en justice les journaux qui ont publié un « plan des colonels » de coup d'État de droite. Le chef d'accusation est que certains points de ce texte figurent dans ce que le sixième gouvernement a déjà décidé et exécuté et que la publication de ce plan constitue de ce fait une « une attaque illicite contre le MFA et son programme ».

Cependant, on commente les événements de la nuit de mercredi à jeudi. On se souvient que le PS avait dénoncé un coup d'État d'extrême gauche fomenté par la CIA. Cette manœuvre est à rapprocher de l'occupation de RADIO RENAISSANCE par les commandos et des autres mesures sur l'information. Elle est à rapprocher du processus d'épuration « à gauche » qui se poursuit dans l'armée. En mettant en cause les régiments progressistes du RALIS, de la police militaire... le PS semble bien préparer une attaque contre eux. Des bruits ont en effet couru parallèlement des menaces d'état de siège... La menace contre les régiments favorables au peuple se précise, avec la décision du gouvernement d'organiser une enquête sur les soi-disant événements de la nuit de mercredi à jeudi. Cependant, le PCP continue son double jeu : participation au gouvernement et dénonciation de celui-ci. Au meeting de l'inter-syndicale, dirigée par les révisionnistes, le mot d'ordre était « Nous voulons Vasco ! ». Ce n'est évidemment pas une perspective susceptible de mobiliser les travailleurs...

La question de la situation dans les casernes est en effet centrale. En même temps qu'elle prépare son attaque contre les régiments de gauche, la réaction met en place son : « Groupe Militaire d'Interven-

tion ». Former des commandos, des parachutistes et des marines, il s'agit d'un organe de répression des luttes populaires. Il viendra s'y ajouter une police de choc, forte de 5 000 policiers de retour des colonies.

Mais cette politique rencontre de grandes difficultés d'application. La manifestation convoquée vendredi par le Parti Socialiste, pour soutenir les commandos de la caserne d'Arnadora, a rassemblé à grand peine quelques centaines d'individus, la plupart venus de l'extérieur de la ville. Encerclés au départ, par une contre-manifestation ouvrière, ils n'ont pu se rendre à la caserne, en suivant les petites rues, que grâce à la volonté des contre-manifestants d'éviter tout incident.

Par ailleurs, les soldats de la caserne du Gbaci où le « Groupe

Militaire d'Intervention » devait avoir son centre, ont refusé cette installation. On annonce, pour le 9 octobre, la première manifestation à Coimbra de l'organisation SUV (Soldats Unis Vaincraint). Cette nouvelle vient indiquer le caractère d'ensemble des difficultés rencontrées par la réaction dans l'armée. C'est en effet dans la région militaire du centre, que les 9 se croyaient le plus en sûreté pour tenir leurs réunions, sous la protection des troupes du général Charrais.

La première intervention des parachutistes, dans le cadre du Groupe Militaire d'intervention, s'est soldée par un échec : à la base aérienne n° 11 de Béja, 40 soldats, transférés aux Açores, par mesure disciplinaire, pour avoir participé en uniforme à une manifestation, ont refusé ce transfert, avec le soutien de toute la base. L'intervention de

120 paras, visant à « rétablir l'ordre », s'est heurtée à la détermination des soldats, à une manifestation de soutien de la population venue avec des tracteurs, au soutien du régiment d'artillerie situé à 11 km. Le commandant de la base a du battre en retraite, affirmant qu'il s'agissait d'un malentendu, et autorisant désormais la participation des soldats aux manifestations « apartidaires ».

L'important mouvement de masse des soldats rend problématique le retour à l'ordre voulu par la bourgeoisie portugaise et les impérialismes occidentaux. Mais la participation du PCP à l'organisation SUV, pose le problème de l'ambiguïté politique du processus en cours.

Jean LERMET - Le 5 octobre



Manifestation devant le siège de Radio-Renaissance par le Parti de Soarès

FOTOLIB/SIMONET

congres de fusion PDUP-PLC interview de deux dirigeants de la nouvelle organisation

Ce week-end, a été créée l'organisation communiste GOP, fusion du PDUP (Parti d'Unité Populaire) et de PLC (Pour le Communisme). Ces deux organisations, qui se réclament du marxisme léninisme sont toutes deux issues du PSU ; PLC en 1973, le PDUP en mai 74 par le refus de voter Mitterrand aux présidentielles. C'est donc à la nouvelle organisation fusionnée, l'OC-GOP, que le PCR propose le débat sur l'unité

suivant les axes déjà indiqués :

- définition de la contradiction principale en France,
- analyser correctement le révisionnisme et le combattre pied à pied,
- analyse du rôle des deux super-puissances dans le monde (et notamment de la nature réelle de l'URSS),
- organisation révolutionnaire des masses.

tion, l'OC-GOP, est de contribuer à la construction du Parti révolutionnaire. La tâche immédiate est de faire des propositions dans la lutte pour l'emploi et le revenu minimum garanti, contre les restructurations. Seul, un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière peut arracher des gains substantiels. Toute lutte, puisqu'elle s'affronte à la politique d'ensemble de la bourgeoisie, prend de ce fait un caractère politique.

Quel est le sens de la fusion PLC/PDUP dans la nouvelle organisation communiste GOP ?

sont secondaires par rapport aux tâches.

Cette fusion se fait dans le contexte de la lutte des classes, de la crise. Elle est celle de militants qui se connaissent, de deux courants issus du PSU à des étapes différentes. Nous avions des acquis qui se complétaient. La nouvelle organisation, disposant d'une plus large implantation dans différentes régions permet un enrichissement de sa ligne politique. Suite aux débats entre PDUP et PLC, apparut un constat des divergences et convergences. Il apparut que seul, le débat dans une organisation unifiée permettait d'avancer. Tous les problèmes ne sont pas résolus, mais ils

Quelles sont les tâches que se fixe la nouvelle organisation ?

Nos tâches se définissent par rapport à la crise profonde que traverse le capitalisme. Il y a la possibilité d'une double issue : soit une victoire de la bourgeoisie, soit une issue prolétarienne à la crise, c'est-à-dire la révolution, la destruction de l'Etat bourgeois, le bouleversement des rapports sociaux. Ainsi se pose donc, avec une urgence accrue, la construction du Parti révolutionnaire, instrument indispensable pour l'issue prolétarienne à la crise actuelle. La tâche centrale de notre organisa-

Quelle est l'attitude de l'OC-GOP vis-à-vis des propositions précises de débat pour l'unité faites par le PCR ?

Chacune des organisations fusionnant en a débattu. Pour sa part, l'ex-PDUP souhaiterait un bilan des relations sur le terrain des luttes et du combat révolutionnaire commun avec le PCR (ml). Nous souhaiterions un débat sur une étude des origines du révisionnisme (en URSS et dans les pays occidentaux) et un débat sur la construction du Parti. Mais c'est à l'organisation fusionnée (OC-GOP) de se prononcer. Elle n'a pas encore pris de décision. Il y aura une prise en considération sérieuse et rapide des propositions du PCR.

de droite à gauche, de Marchais à Chirac, des larmes pour Guy Mollet

Guy Mollet, fidèle serviteur de la bourgeoisie française est mort vendredi. Guy Mollet était l'un des chefs de file de la social-démocratie européenne, il était vice-président de la IIème Internationale et secrétaire général de la SFIO de 1946 à 1969. Guy Mollet a été avant tout un homme politique de la IVème République au service des intérêts de l'impérialisme français. Vieux routier de la politique bourgeoise, il participe à de nombreux gouvernements après la guerre et à de multiples coalitions parlementaires. La plus remarquable est celle du « Front Républicain », qui le porte à la tête du gouvernement en février 1956 (Mendès-France, Mitterrand et Chaban-Delmas sont ministres d'Etat) avec le soutien du PCF.

Guy Mollet, c'est aussi l'intervention militaire de Suez en juillet 56, fidèle allié des sionistes. Il voulait s'opposer à la nationalisation, par l'Egypte, du canal de Suez. Mai 57, Guy Mollet n'étant pas arrivé à réduire la lutte du peuple algérien, il doit laisser la place, il rend un dernier service à la bourgeoisie en servant de courtier pour la remontée sur la scène politique du général De Gaulle ; Guy Mollet soutiendra la politique gaulliste jusqu'en décembre 58. Aux Législatives de 62, c'est la débâcle pour la SFIO. 1965, Guy Mollet soutient la candidature de Mitterrand aux présidentielles ; juillet 69, il doit céder la place à Savary ; la SFIO doit faire peau neuve, Guy Mollet quitte l'appareil, laissant la voie libre pour la transformation de la SFIO qui deviendra le PS. Mitterrand assure la relève pour un nouveau modèle de collaboration de classe, possibilité de rechange pour la bourgeoisie en crise.

C'est l'époque de la guerre d'Algérie avec les « pouvoirs spéciaux » et l'envoi du contingent contre la lutte de libération nationale du peuple algérien.

politique

en bref..

«LEUR» QUALITE DE LA VIE

Jarrot, ministre de la qualité de la vie, s'apprête à prendre un décret contre le bruit des tondeuses à gazon, des machines à laver et des machines à écrire. Pendant ce temps, les ouvriers dans les usines continueront de supporter le bruit infernal des machines. Les conditions de travail, les morts, les blessés graves dans les entreprises, ça n'intéresse pas M. Jarrot. Car cela n'a rien à voir avec la «qualité de la vie» de la bourgeoisie. Pas plus que l'épaisseur des cloisons dans les HLM qui laissent passer tous les bruits. On voit bien qu'il y a deux façons de considérer la question de la pollution, de la qualité de la vie : celle de la bourgeoisie, et celle de la classe ouvrière.

UN SYNDICAT FASCISTE DENONCE HABY

La SNALC, syndicat fasciste de l'enseignement proteste énergiquement contre l'attitude de Haby qui, devant la pression populaire, a dû tolérer les protestations des lycéens et professeurs contre les crimes de Franco la semaine dernière. Il reproche à Haby « d'encourager la politisation des lycéens ». Les défenseurs de Franco ne sont pas assez satisfaits de l'attitude de collaboration bienveillante du gouvernement de Giscard vis à vis des fascistes espagnols.

FABRE-MITERRAND : UNE IDYLLE «SANS NUAGES»

A la sortie de sa rencontre avec Mitterrand, Fabre, des radicaux de gauche, a cru devoir préciser : «il n'y a pas de nuages entre nous»; l'information tombe à pic, car on aurait pu croire qu'il y avait de l'orage après la dernière élection du Tarn-et-Garonne; le radical de gauche s'y est présenté contre le candidat socialiste et il a été élu avec le soutien des partis de la majorité. Après ce coup d'éclat, le petit Fabre s'empresse de retourner discuter cordialement avec le grand frère. Le bonhomme n'est pas regardant, comme tout politicien bourgeois; ce qui compte avant tout, c'est le nombre de sièges à gagner au parlement.

REUNION DU COMITE DIRECTEUR DU PS

Evènement marquant dans le petit monde de la politique bourgeoise : Rocard vient d'être élu par le comité directeur du PS comme secrétaire national. Le brillant fonctionnaire des finances voit là la consécration de son travail d'ambitieux. C'est l'aboutissement d'une carrière qui avait commencée par la direction du PSU, après 68. A l'époque, Rocard ne craignait pas de se présenter comme un «gauchiste» convaincu, ennemi de toutes les magouilles et défenseur des travailleurs. Aujourd'hui le voilà qui devient le petit protégé de la social-démocratie, l'héritier des Mitterrand, Jules Moch, Mollet, etc. Bel itinéraire pour un politicien bourgeois ! La question qui divise par ailleurs le PS, ce sont les critiques du CERES, «tendance de gauche», vis à vis du soutien à Mario Soares, chef du Parti Socialiste portugais, chef de file de la réaction au Portugal aujourd'hui. Le CERES préconise une attitude plus nuancée que le soutien total, mais il ne défend nullement la cause de la Révolution dans ce pays.

Chapron libere par la justice des patrons

Suite de la page 1

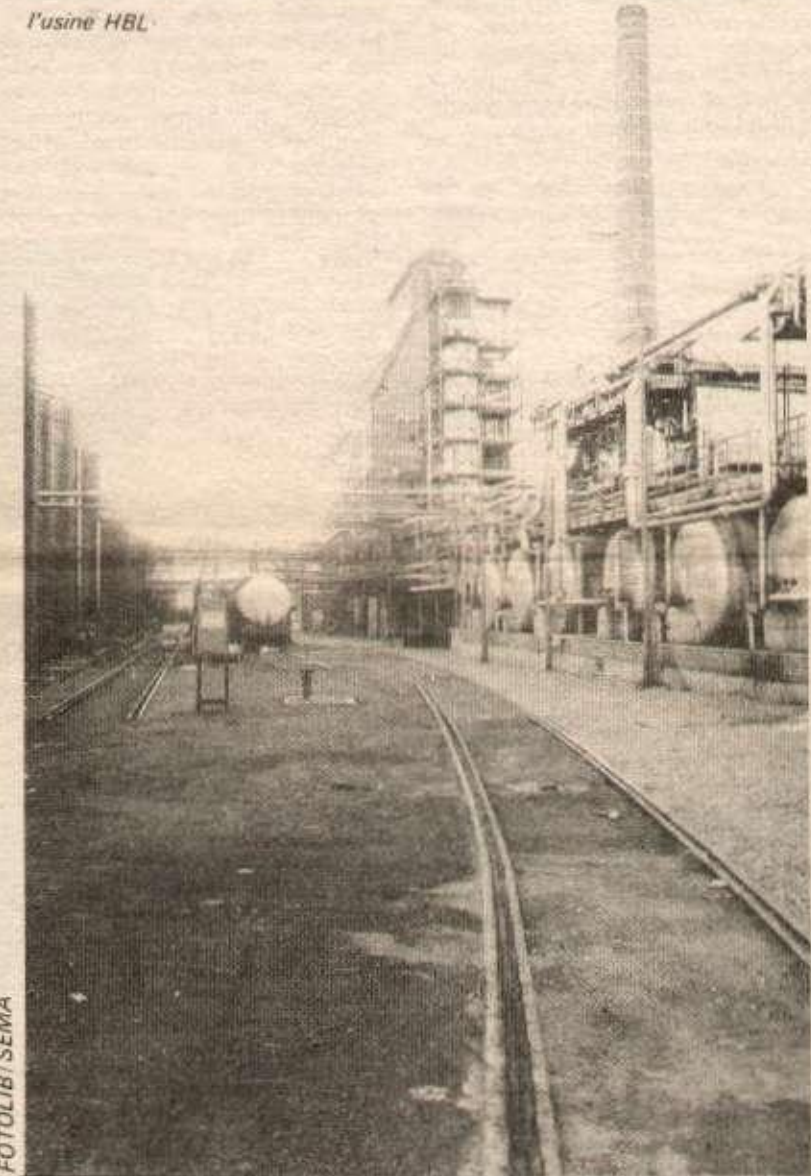
suite de la mort d'un de ses ouvriers était condamné à ... 4 MOIS DE PRISON AVEC SURSIS. Il semble que pour Lecanu et consorts, la politique aille à sens unique : est politique tout ce qui me gêne.

HALTE AUX CRIMES DU PATRONAT

La vie d'un ouvrier vaut 4 mois avec sursis, celle d'une vieille dame vaut la tête d'un enfant de 17 ans (voir l'article sur Beauvais). La belle justice que voilà ! L'emprisonnement de Chapron était mérité. En

faisant travailler un ouvrier dans des conditions d'insécurité totales dont il était parfaitement au courant, Chapron a commis un véritable assassinat, et non pas un quelconque homicide involontaire. Il a délibérément choisi entre la vie de Roger Vuillaume et le profit. Ce choix, ce n'est pas la justice d'aujourd'hui qui pourra le condamner, c'est la révolution. Pour arrêter l'hécatombe qu'entraîne la course au profit, nous ne pouvons compter que sur nos luttes.

Yves BEAUMONT



FOTOLIB/SEMA

Beauvais PEINE DE MORT pour un jeune de 17 ans

Suite de la page 1

pas. D'autres jeunes sont là. Ils sont descendus au centre-ville et se retrouvent ici. Une jeune fille, au bout du bar, ne comprend pas une telle sentence : «Ils veulent faire comme Franco...». Effectivement, aucune peine de mort contre un mineur n'a été prononcée en France, en temps de paix, depuis 1889.

nouvelle équipe d'éducateurs en place ne peut rien nous dire. Sur la vie du centre, sur l'affaire elle-même, les pressions sont telles que rien n'est dévoilé ; mais ils ont du mal à cacher leur émotion. Bruno a été placé au centre parce qu'il était orphelin ; comme cas social, parce qu'il avait quitté l'école avant 16 ans. Il croyait n'avoir plus rien à perdre.

COMME LES AUTRES, AU DÉPART

Dans le café, la discussion continue. Tous sont d'accord pour dire que Bruno et ses copains n'étaient pas, au départ, différents des autres. Pas différents, il y a trois ans, de ceux qui aujourd'hui se retrouvent avec un salaire de misère, alors que la bourgeoisie leur fait miroiter ses loisirs ; sans perspective pour la plupart, autre que celle du chômage, des files d'attente de l'ANPE. Ils sont 7 000 dans l'Oise à attendre du travail qui n'arrive pas. Un jeune nous le dira : «Moi, je vois bien comment ça peut commencer ; c'est la vie qu'on nous fait mener qui conduit à ça». Bruno et les trois autres jeunes étaient dans un foyer d'éducation surveillée de la ville. Nous nous y sommes rendus ; c'est une longue bâtisse en briques, entourée de murs et de grilles d'au moins trois mètres de haut. La

La sentence rendue aux Assises, vendredi, prend figure d'exemple. Elle s'ajoute, dans l'Oise, au renforcement de la répression policière et de la surveillance des quartiers populaires. Si les quadrillages des flics deviennent de plus en plus nombreux, des milices sont constituées. A Beauvais, samedi, vers 11 h du soir, trois hommes armés de fusils circulaient ostensiblement dans la rue Saint-Jacques pour se diriger vers un vieux quartier, un peu plus bas où sont logés des travailleurs immigrés.

Dans cette affaire, on voit que les appels de Poniatowski, pour sauvegarder l'ordre public, trouvent une réponse. Mais que des racistes tirent sur des travailleurs immigrés, ou bien encore que des ouvriers meurent pour le profit d'un patron, et l'on ne trouvera personne pour payer la note.

Claude VILLARD

JE M'ABONNE

Nom Profession Adresse

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS 150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

salon de l'auto : façade et realite

Une demi-heure d'embouteillage pour parvenir au palais des expositions où se déroule le 62° salon de l'automobile, de quoi se mettre dans l'ambiance.

Traditionnellement, pour l'industrie automobile et tous les intérêts qui gravitent autour, le salon représente leur consécration, la preuve de leur puissance. C'est aussi l'occasion de réaffirmer que l'automobile, type du modèle de consommation, est, par sa vitalité, la preuve de « la bonne santé de notre société et de ses valeurs ».

Déjà, l'empressement des vendeurs dément un peu cet optimisme. La grande majorité des visiteurs ne sont pas là pour acheter. «On vient pour se distraire», c'est moins cher que le cinéma. Ça ne fait rien, il faut quand même les accrocher. Pour ce vendeur de chez Renault, interrogé sur la baisse de solidité de ses modèles (on voit encore rouler des 4 CV, mais pas des premières 4L) : « mais pas du tout, Monsieur, quel intérêt aurions-nous à

faire des modèles moins solides? ». On se demande en effet quel intérêt les constructeurs auraient à ce que les voitures soient renouvelées plus souvent... «Par contre, poursuit-il, je reconnais que nous avons plus de problèmes que par le passé pour les délais de livraisons, mais vous savez comme moi que les grèves nous ont considérablement gênés». D'ici à ce que les ouvriers soient responsables de la baisse de qualité des moteurs, de l'amincissement des tôles des carrosseries....

Autour de la Rolls Royce à 46 millions, les réflexions vont bon train : «Je me demande bien à quoi ça peut ressembler, un gars qui roule là-dedans», «Et dire que c'est avec notre travail qu'ils s'achètent des voitures pareilles». Les gardiens se rapprochent, peut-être ont-ils peur devant cette colère contenue.

La voiture individuelle, omniprésente et presque asphyxiée par son propre développement, est-ce la

solution ? «Pour moi, cela ne fait aucun doute, répond un jeune cadre, installé au volant de la nouvelle CX 2200, je m'en sers pour aller au travail, pour sortir...Demandez à ma femme ce qu'elle a gagné depuis qu'elle a la siennne... » Dans l'entreprise de ce Monsieur, on « lutte contre l'engorgement de la circulation » : les cadres peuvent arriver à l'heure où il n'y a plus d'embouteillages...

Des doutes pourtant, c'en est pas ce qui manque. Ce jeune couple, dont le mari travaille à Unic, vient de vendre sa voiture : les horaires sont passés à 35h et l'entretien devenait impossible. «La voiture c'est utile, tout simplement parce qu'on habite à 15 km de la boîte, parce que faire ses courses dans une grande surface sans voiture, c'est difficile... C'est finalement la vie qu'on mène qui nous impose la voiture. Depuis qu'on l'a vendue, je vais au travail avec des copains, ce qui fait que nous sommes 4 pour une voiture. C'est déjà plus logique. Mais si les transports en commun étaient corrects, ça pourrait changer pas mal de

choses, seulement ils choisissent ce qui leur rapporte le plus». La meilleure preuve, c'est la quantité de modèles qu'ils proposent : la Ford Escort, elle est vendue en 7 versions différentes. Pour l'utilité d'une voiture, ça ne sert absolument à rien, c'est uniquement pour faire vendre. Pour son ami, qui travaille aussi chez Unic, « c'est un problème de société, d'accord, mais aussi un problème de mentalité, vu tout ce que représente la voiture, et c'est précisément cela qui est en train de changer, mais il y a encore beaucoup à faire... ».

La «bonne santé de notre société et de ses valeurs», c'est la façade du Salon ; mais il n'est pas nécessaire de creuser beaucoup pour la voir s'écrouler ; le contraste saisissant entre cet étalage de chromes ou de noir mat, c'est plus à la mode et de chevaux SAE, et l'écoeuement chez les visiteurs montre bien la faillite actuelle de cette prétendue société de consommation que vantait tant la bourgeoisie. Eric BREHAT

la crise dans la chaussure -3- "FOUGERES VEUT VIVRE!"

Dans les rues de la ville, dans les usines, le principal sujet de discussion c'est « la situation ». La situation, c'est l'emploi. Que va devenir le millier de chômeurs supplémentaires que l'on nous prévoit. Il y en a déjà aujourd'hui plus de 1000 inscrits. « Cointat il se moque pas mal de nous. Lorsqu'on va le voir, il n'est jamais là » c'est du député UDR qu'il s'agit. Depuis des mois on réfléchit en haut lieu. On a même prévu de réunir les syndicats et le patronat de la chaussure. Seulement ça traîne. En attendant, les travailleurs voient se dégrader leur situation.

Chez Renault par exemple, l'usine tourne au ralenti. La moitié du personnel environ ne travaille pas. Aujourd'hui ils sont indemnisés à 90% de leur salaire jusqu'à concurrence de 350 heures, mais après ? Pour ceux qui travaillent, ce n'est pas drôle. Le salaire est bas (souvent le SMIC) et tous les jours il faut remplir les tickets de rendement. Sur un poste de couture de bottes une ouvrière nous dit : « Il m'en faut 100 paires à l'heure. Si je ne les fais pas, c'est la descente de la prime ». Un groupe se forme. Un ouvrier me dit : « Vous avez vu la manif, jeudi soir, c'était pas mal. Il y avait beaucoup de monde et on était mobilisé. » Les commentaires vont bon

train « Cette fois, ils n'ont pas osé sortir leurs flics. De toute façon il faudra qu'ils trouvent une solution, on ne va pas accepter de crever de faim. »

Depuis trois semaines, les travailleurs de Fougères ont manifesté cinq fois. A chaque fois, un peu plus de monde et beaucoup de mobilisation. « Fougères veut vivre. » cette inscription sur le cercueil brûlé devant la sous-préfecture le 17 septembre par les manifestants résume la volonté de la classe ouvrière fougèraise. Dans les manifestations, sur les affiches, partout les mêmes mots d'ordre : « Non aux licenciements. A bas la répression. Du boulot pas de flics ». A la sortie d'une boîte, un gars arrive l'air joyeux : « Vous avez vu Le Ker (1^{er} adjoint au maire) il est encore au bistrot. Il paraît qu'hier il était saoul », un autre lui répond : « Pour ça, il n'est pas le dernier, c'est plus facile que de s'occuper de nos problèmes. » Lorsque je pose quelques questions pour le Quotidien du Peuple, une ouvrière s'exclame : « Les journaux ils ne parlent pas beaucoup de nos luttes ou alors c'est pour dire des mensonges. Il faut le dire dans votre journal. Il faut que les autres ouvriers partout en France sachent ce qu'on veut nous faire ici et qu'on est pas décidé à se laisser faire. »



Et les syndicats ? Ils se sont opposés dans un premier temps à l'occupation de la mairie mais sous la pression des manifestants l'ont finalement accepté. « C'est vrai qu'on était débordé » reconnaît un militant CFDT de Fougères. Les travailleurs sont très sensibles à l'unité. Par exemple ils n'acceptent pas d'engager d'action si les syndicats ne s'entendent pas. Tous les jours, dans les manifestations il y a une banderole « Front syndical fougèrais ». La nécessité de l'organisation est ressentie également très vivement. Par

exemple dans une usine de 700 personnes, 450 sont syndiquées « Mais pas syndiquées pour faire semblant, dit un gars. On veut du boulot pour tous et il faudra se battre, nous nous y préparons ».

Une réunion est prévue le 15 octobre. Tous les travailleurs de Fougères sont mobilisés et attentifs : « Rendez-vous le 15, M. Cointat, et vous ne nous emmenez pas en bateau ».

Gérard PRIVAT.
(Fin du reportage)

en bref..

Chaque jour, des dizaines de correspondants écrivent à la section «lutttes ouvrières», ce sont des centaines de travailleurs qui s'emparent du Quotidien du Peuple, qui tiennent à ce qu'il soit «leur» journal. Il n'est pas possible, dans le cadre du 8 pages, de publier toutes ces correspondances et nous le regrettons. Pourtant, elles nous sont indispensables, elles permettent à la rédaction de se forger un point de vue d'ensemble sur les luttes de la classe ouvrière aujourd'hui, de voir quelles sont les questions des travailleurs, leurs aspirations. C'est pourquoi nous remercions tous les camarades qui nous ont écrit et leur demandons de poursuivre et de développer leur effort.

DES AFFICHES BIDON

Le 1^{er} octobre, le comité de lutte contre le chômage est intervenu avec tracts et brochures dans les files, à l'ANPE, en dénonçant l'aggravation du chômage, en appelant les chômeurs à une assemblée générale devant l'ANPE pour exiger du travail dans notre ville, près de notre lieu d'habitation, et pas au Québec, comme le propose une affiche ! A 9 h, plusieurs dizaines de chômeurs se joignent à nous : la décision est prise d'envahir immédiatement le bureau de l'Agence locale. Lorsque nous pénétrons à plus de 20 dans le bureau du directeur, ce beau monsieur se panique et avoue que les affiches d'offres d'emploi ne sont que du bidon !

A la suite de cette intervention, plusieurs travailleurs se joignent à notre comité, et disent que c'est le type d'action qu'il faut développer. Ces nouveaux camarades sont désormais mobilisés pour une lutte de plus grande ampleur.

Correspondant Roubaix

LA JOIE DE LIRE

Les employés en lutte de la librairie «La Joie de Lire», viennent de décider la réouverture du magasin. Dans le communiqué qu'ils nous ont adressé, ils expliquent la raison de cette nouvelle forme de lutte.

«La réouverture est à l'initiative du personnel et non du propriétaire, M. Bernard Lallemand.»

Il s'agit d'un moyen de lutte puisqu'aucun de nos objectifs n'est atteint. C'est-à-dire que les menaces de licenciements et de fermeture des librairies, qui ont été à l'origine de la grève et ont été annoncées verbalement, pèsent toujours.

(...) Cette réouverture n'est pas l'arrêt de la lutte. C'est une suspension de la grève avec occupation, sous réserve d'éléments nouveaux.»

(Extraits)

LOZAI BABCOCK

Mardi 30 septembre, l'ambiance est plutôt chaude sur la zone industrielle de Vitrolles (Bouches du Rhône). Les 250 travailleurs en lutte de Lozai-Babcock ont en effet décidé de sortir dès 5 h pour aller faire un barrage à un carrefour important. Leur but : briser l'isolement de leur lutte en popularisant leurs revendications, notamment auprès des gars de la SNIAS.

Les employés des Galeries Lafayette de la Part-Dieu à Lyon, ont voté la reprise du travail. Une grande confusion a entouré ce vote si bien qu'aujourd'hui, de nombreux travailleurs s'interrogent sur cette reprise. Nous reviendrons sur cette lutte dans notre numéro de demain.

la formation professionnelle : le miroir aux alouettes -2-

Nous vous avons montré, dans notre dernier numéro, en quoi la mise en œuvre de la formation permanente est directement liée aux besoins économiques du patronat et en quoi elle cherche à développer la collaboration de classes entre exploités et exploités. La propagande gouvernementale nous présente, au contraire, la formation professionnelle comme un «remède à la déqualification», «une solution au chômage des jeunes». Voyons la réalité.

UN REMÈDE A LA DÉQUALIFICATION !

Même les statistiques officielles le reconnaissent : c'est un nombre infime d'ouvriers, d'OS qui bénéficient de la formation. Certes, le

patronat «perfectionne» quelques OP, une minorité qui accède aux fonctions de régisseurs, de contrôleurs, mais c'est tout. Si elle était vraiment cette «seconde chance» qu'on nous fait miroiter, la formation devrait s'adresser en priorité aux OS. Mais précisément, former

des OP à partir des OS, cela rentre en contradiction avec les besoins patronaux : «Peut-on former, disait un patron dans la revue «Management», des gens qui sont justement utiles parce qu'ils n'ont aucune formation ?».

On parle de promotion, mais qu'en est-il en réalité ? Revenir à l'école, une fois adulte, est un effort énorme pour l'ouvrier, en particulier pour les cours du soir. Et ne parlons pas de ceux qui travaillent en postes, d'emblée exclus du projet. Comment apprendre quand on a dans les bras une journée d'usine, quand on a la tête assourdie par le bruit des machines et que les nerfs ne répondent plus ? Combien réussissent à tenir jusqu'au bout ? Au prix de quels sacrifices !

D'ailleurs, former n'est pas le vrai but du patron. Il s'agit plutôt de proposer une nouvelle carotte aux travailleurs. Au lieu de lutter contre les mauvaises conditions de travail, l'ouvrier «recyclé» espère changer de poste ; au lieu de lutter contre les bas salaires, il espère une augmentation grâce à sa faible «promotion». Il s'agit bien d'un projet de collaboration de classes. Comme le dit Delore, ancien collaborateur de Chaban-Delmas : «Il s'agit de donner le goût d'une vie différente», et de faire oublier la vie d'aujourd'hui, et la nécessité de la lutte.

UN REMÈDE AU CHÔMAGE ?

Le gouvernement présente aussi le chômage comme le résultat d'une différence entre les offres et les demandes d'emploi : il manquerait

des travailleurs qualifiés. «Sur tout Paris, il n'y a pas 50 ouvriers boulangers qualifiés», nous disait un patron boulanger ; «Sur les 600 000 jeunes que nous attendons à la rentrée, un tiers environ n'ont pas la moindre qualification professionnelle» dit le Ministère du Travail. Sans doute la déqualification est la règle sous le capitalisme. Mais, elle n'est pas la cause du chômage. Une preuve ? Parmi ceux qui sont formés par la Formation Professionnelle pour Adultes (FPA), une minorité trouve du travail ! Encore la FPA ne forme-t-elle qu'un dixième des jeunes, 60 000 sur 600 000. Les patrons préfèrent le CAP aux diplômes FPA. Mieux, ils préfèrent embaucher des travailleurs qualifiés comme OS, pour ne pas payer la qualification. Alors, l'argument du manque de formation pour expliquer le chômage ne tient pas !

Une autre manière dont la bourgeoisie utilise la carotte de la formation : le Fonds National pour l'Emploi, qui, en cas de luttes dures contre les licenciements, organise rapidement «des opérations ponctuelles de formation, de reconversion ou de perfectionnement» : il s'agit alors de briser la lutte dans l'espoir d'un reclassement.

CAMOUFLER LE CHÔMAGE

En fin de compte, la formation professionnelle proposée par le gouvernement sert à instaurer la collaboration de classes, en développant l'arrivisme et en rompant les liens de solidarité ouvrière ; elle permet de camoufler le chômage et de donner prise à l'illusion du reclassement.

procès contre un paysan ruiné

Demain, mardi 7 octobre à 14 h, comparaitra devant le tribunal de grande instance de Dijon un travailleur paysan ruiné par une coopérative. Le scénario est malheureusement, aujourd'hui, classique : en 1966, la famille Grandin arrive sur une exploitation en triche. Elle prend contact avec la COPAL et signe un contrat d'intégration. La COPAL cautionne un emprunt au Crédit Agricole qui finance l'achat de porcelets et de la farine et s'adjuge un pourcentage sur la vente des porcs engraisés. Cette vente ne couvre pas le prix facturé des porcelets et des aliments. Grandin a travaillé et, pour tout résultat, se retrouve criblé de dettes. Ses porcs sont saisis en janvier et il est pris dans l'engrenage des poursuites judiciaires. Demain, c'est le tribunal.

Pour les militants ouvriers et paysans de la région, ce procès est une occasion de faire preuve de leur détermination à lutter, partout, contre les exploités.

A tous, rendez-vous, demain, devant le tribunal de grande instance de Dijon, à 14 heures.

Correspondant

jeunes

4 OCTOBRE : QUELLES PERSPECTIVES DE LUTTE POUR LES DIZAINES DE MILLIERS DE MANIFESTANTS

suite de la page 1

Toutefois, si par endroits la manifestation était dynamique, il faut bien constater le manque total de perspectives, remarquer aussi que la combativité de l'ensemble de la manifestation reste faible, aussi faible que la présence des jeunes dans certains cortèges !

Si le PCF a voulu faire de cette journée un grand succès pour ses « propositions de relance » on peut dire sans risque de se tromper qu'il a échoué. Son but était simple : premièrement, étaler ses forces, deuxièmement, apparaître comme la force révolutionnaire qui a la jeunesse derrière elle.

Ses forces étaient bien là : les permanents, les délégations des UL et leur travail était clair : « encadrer » les quelques jeunes présents dans leur cortège, c'est à dire veiller au grain pour qu'ils reprennent tous en cœur : « Union, action, programme commun », d'ailleurs peu repris dans l'ensemble.



Devant le peu de succès, le peu de combativité dans leurs rangs, devant également l'influence des révolutionnaires, leur tactique a « évolué » : les permanents se sont tus (ou se sont « transformés », comme par exemple les agents de maîtrise CGT n'hésitant pas à agresser les jeunes révolutionnaires), laissant la place aux gros bras du service d'ordre.

En nous séparant à la Nation, on est reparti sur notre faim, sans perspectives concrètes, sans indications de lutte.

La journée du 4 a montré aux jeunes qui étaient là et qui veulent lutter contre le chômage, que les propositions de lutte il ne fallait pas les attendre du PCF mais les chercher ailleurs.

de « Salut les copains » à « Karaté ». la « neutralité » de la presse des jeunes

La « presse des jeunes » au service des patrons ? Allons donc ! « Salut les Copains » ne dit-il pas : « C'est dur, hein, la rentrée ! Certains d'entre vous ont raptis le boulot. D'autres sont retournés à l'école. » Mais, vite, oublions ces dures réalités, car : « Quant aux vedettes, elles ont redoublé d'effort pour vous offrir les plus beaux spectacles, les meilleurs tubes. »

Quant à ceux, tenaces, qui continueraient à se plaindre du chômage, des horaires de boulot et des salaires, qu'ils se taisent. En effet, le chômage, le SMIC, tout ça n'est rien comparé aux épreuves, mieux, au calvaire d'un Gérard Lenorman ou d'un Claude François. On apprend ainsi que le premier s'est imposé un régime de moine, un mode de vie draconien : il est levé « aux aurores », pensez-vous ! On se dit effectivement, se lever à 6 h, 1 h de transport et à l'usine pendant 8 h, c'est dur, mais corrigeons : il se lève à 8 h, fait un footing et « après la douche et un petit déjeuner frugal, Gérard se plonge dans la musique ». Puis, pour respecter ce dur « mode de vie draconien », il dort car « dormir, dormir, c'est le secret de la santé ».

Mais nous ne sommes pas au bout de notre pitié ! Place Gérard, voilà Clo-Clo sur son lit d'hôpital, qui « a failli mourir à Londres, victime d'un odieux attentat ». Puis, après le suspense traditionnel, on rajoute que « par miracle, seuls ses tympans ont été touchés ». On apprend ensuite que « comme d'habitude, il était descendu au Hilton, l'un des plus luxueux hôtels de la capitale britannique, palace réservé aux stars et aux hommes d'affaires. Malheureusement, c'est ce palace que des terroristes irlandais avaient décidé de plastiquer. » Honte à ces « terroristes » qui ont failli nous enlever notre chanteur bien-aimé. Heureusement, la fin de l'article nous rassure : « aujourd'hui, les tympans se sont cicatrisés. Clo-Clo entend aussi bien qu'avant ». Ceci dit, pour savoir pourquoi les « terroristes irlandais » ont plastiqué ce palace, pour savoir pourquoi le peuple irlandais lutte contre l'impérialisme britannique, il vaut mieux lire le « Quotidien du Peuple » que « Salut les Copains » !

Décidément, on n'aime pas les gens qui luttent dans la « presse des jeunes ». Après le peuple irlandais, les bidasses. A la faveur du retour d'un chanteur pourri quelconque

(C. Jérôme) dans sa base militaire, on a la joie de voir enfin, « grâce à l'amabilité du Colonel Beaujon et du Capitaine Couke », des bidasses heureux, hilares, « bout-en-train ». Les bidasses se plaignent, se mettent en grève, manifestent, mais pourquoi, puisque C. Jérôme se rappelle, lui, uniquement ses « bons moments ». Bâtiments vieillots, bouffe dégueulasse, abrutissement, allons-donc puisque, « sous la conduite du Capitaine Couke, nous avons fait le tour de la caserne afin de permettre à C. Jérôme d'apprécier les nombreux aménagements apportés depuis leur départ ».

En continuant de feuilleter « nos » journaux, nous tombons sur « le formidable programme de cette journée exceptionnelle », nous avons la chance d'avoir une invitation pour « une fête gigantesque à l'intention de tous les jeunes Français et en présence de nombreuses personnalités du monde de la politique, des arts et des lettres ». Traduisez : d'avoir une pub pour la foire des minets à Giscard. Le moins qu'on puisse dire, c'est que leurs finances sont solides : « un podium géant... Gérard Lenorman, C. Jérôme, Claude François, Thierry-le-Luron... le cirque Bouglione, des arts martiaux (on est à la mode ou on ne l'est pas !)... » Et tout ça pour 20 F, voyage compris.

Connaissant leur métier, les rédacteurs de « notre » presse, savent doser la part du rêve et la part de la réalité. Dans « Age Tendre », ils reviennent aux dures problèmes de leurs lectrices en émoi : le flirt de l'été. Mais là au moins, on fait preuve d'originalité !

- Le titre : « Lisez son caractère sur son visage ».

- Le but : « Pendant ces vacances, vous avez rencontré l'amour de votre vie » et sa photo est maintenant soigneusement glissée dans votre portefeuille ! Alors, regardez bien sa photo. Il est en effet prouvé (!!) que les traits du visage dénotent la personnalité exacte de chacun. »

- La méthode : Comme devaient sans doute le faire les spécialistes nazis, on apprend, dessins à l'appui, à trier : les sourcils qui tombent, vous êtes dans les mauvais, les yeux ronds, vous êtes dans les bons. Malheur à vous si vous avez le nez busqué, cela « trahit l'instabilité, la ruse, l'esprit de vengeance ». Si vos oreilles sont

plus basses que vos yeux : signe de « médiocrité », si elles sont décollées, elles « trahissent un caractère désagréable. Lèvres fines : « méchanceté, sécheresse de cœur, hypocrisie » et si « la lèvre inférieure avance », c'est l'égoïsme et le risque d'échec dans le mariage ». C'est complètement stupide et inutile, pense-t-on, mais pas du tout, ça intéresse au moins les Renseignements Généraux, « notre » police politique puisqu'on apprend grâce à « Age Tendre » que, si « la ligne d'implantation des cheveux est brisée, c'est souvent le fait d'esprit rebelle, en lutte contre la société. » !

Pour ce mois-ci, nous décernons tout de même la palme à « Karaté » (tirage : 250 000 ex.), le SLC à la sauce Bruce Lee. On nous fait d'abord vibrer d'admiration pour le champion de France Karaté des flics, puis on nous fait rêver avec le titre : « Milliardaires grâce au karaté », avant d'arriver au clou du spectacle : l'histoire d'un « coréen diabolique ». Sous ce titre prometteur, on vous livre, l'écriture vibrante d'admiration, « une existence bien remplie, toute dévouée à la défense et à l'illustration de son art martial ». On apprend ainsi que « tout petit déjà, la volonté d'être toujours le premier l'emportait sur la raison. Il pleurait de rage lorsqu'il était battu à la course à pied ». Puis, il reçoit son kimono et « se fait le serment de défendre les faibles et les pauvres ». C'est sans doute pour réaliser son serment qu'en 1966, Lee s'engage comme volontaire dans l'armée du Sud-Vietnam. Chagrin d'amour ? Erreur de jeunesse ? Non, comme le dit le « journaliste » (responsable de la Fédération Française de Karaté et Disciplines Associées) : « une expérience difficile certes, douloureuse parfois, mais qui trempe un caractère au-delà du possible ; un choix d'homme conscient ! » S'il ne s'était pas retenu, il aurait dit d'« homme libre » !

Puis, on nous apprend qu'en 1969, il vient à Paris et professe, entre autres, au Ministère de l'Éducation Nationale. Puis l'article se termine sur l'adresse du club : on a ainsi la garantie d'une bonne formation physique, sportive... et j'oubliais, politique !

Patrick ISNARD

LE S.O. DU P«C»F AGRESSE LES DIFFUSEURS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Est-ce le fait que le Quotidien du Peuple mène « un combat permanent pour la vérité » qui irrite tant le PCF ?

Sans doute, si l'on voit l'attitude du service d'ordre du PCF lors de la manifestation.

Vers 15 heures, entourant des vendeurs du Quotidien du Peuple, ces messieurs arrachent les journaux et commencent à les déchirer. Mais ils se sont bien vite rendu compte que le Quotidien du Peuple, loin d'être « à la solde de Ponia », suscite l'intérêt et l'enthousiasme de

nombreux jeunes travailleurs. Car ce furent alors plusieurs centaines de témoins qui s'interrogèrent sur « la liberté » telle que l'entendait le PCF !

Si les révisionnistes déchirèrent quelques journaux, ils ne purent empêcher de très nombreuses voix de scander « Quotidien du Peuple », ni la circulation large d'exemplaires de ce « nouveau quotidien au cœur des luttes de la jeunesse et des travailleurs », comme l'affirmait fièrement un jeune militant de l'UCJR.

Courrier

1^{er} jour à l'armée

J'arrive à la gare de l'Est, il est 6 h 30. Devant les panneaux indicateurs des trains au départ, il y a une foule de jeunes avec des petites valises, certains les cheveux fraîchement coupés. Ils ont l'air triste, quelque peu absent. Certains sont accompagnés par leur amie, ou leurs parents, d'autres par des copains. D'autres encore viennent seuls l'air complètement hagard.

Lorsque le train part à 6 h 48, il est bondé, pratiquement que des jeunes à petite valise. Dans les compartiments un silence de mort règne, on a l'impression que tout le monde part pour un autre monde. Au bout d'un moment, les langues commencent à se délier de manière uniforme : « Tu pars à l'armée ? » « Oui, toi aussi ? », « Oui, je vais à X... et toi ? »

Ce train est une vraie brouette, 4 h pour faire 300 Km ! Il est maintenant 10 h et les discussions commencent à aller plus loin, on parle du boulot qu'on laisse, des projets qu'on avait de ce que vont faire les copains. A chaque arrêt le train déverse sa cargaison d'appelés : par ici, il n'y a que des villes de garnison. Enfin, on y est, sur le quoi environ 300 jeunes se regardent, c'est vraiment là que ça commence. De l'autre côté du contrôle des billets, des gars en treillis qui gueulent : tel regiment à droite, les autres à gauche, tel autre au centre, mettez vous en rang, on y va. De vieux camions bachelés plein de courant d'air nous emmènent. Le bahut ralentit, tourne et passe le poste de garde. Les regards se croisent : « y est, on en a pour un an ».

Le bahut s'arrête sur une grande place déserte. C'est l'attente. Puis, un gars vient nous chercher, nous emmène dans une salle Pointage, départ des valises puis, chacun ressort avec une cuiller et une fourchette dans les mains. Nouvelle attente.

Dans la cour, quelques appelés passent en rigolant, certains nous crient 55 ! 116 !. Brusquement un groupe arrive, le fusil sur l'épaule, bien alignés avec un mec à côté qui leur gueule dessus. Puis, un autre groupe qui gueule des chansons militaristes, tout le monde rigole. Puis, rien. On attend, il pleut.

Brusquement, on nous appelle, nous allons avoir droit à une projection : un montage de diapos censé nous informer sur nos activités ; après un discours bête du colon et son portrait, on a droit successivement à la Lorraine touristique, puis au remplissage de papiers, la coupe de cheveux...

A midi, c'est notre premier repas à l'ordinaire. Aujourd'hui, ça n'est pas mauvais du tout mais les anciens disent que c'est comme ça à chaque incorporation, après... En tous les cas, il faut s'entraîner à bouffer avec un lance-pierres car on est

vite dehors. Après, c'est le foyer : un lieu triste, plein de gars qui boivent leur canette, l'air abruti, dans leur coin.

Vers 2 h, début de la « chaîne d'incorporation » : il faut remplir des tas de papiers : prénom de la grand-mère, religion, sports pratiqués, etc... Puis, par groupe de 10, on passe chez le coiffeur (c'est un bien grand mot) puis à l'infirmerie (là, un cul-de-jatte ne serait même pas dépisté) puis, à l'habillement.

Là, c'est autre chose : treillis, gamelles, parkas, casques, rangiers... nous tombent dessus avec un soucis de la taille très approximatif.

Il est 18 h 00. Sur la grand-place inventaire du paquetage, ça n'en finit pas. Puis, il faut rejoindre nos escadrons respectifs et y trouver une chambre, le tout dans une pagaille indescriptible.

Après le repas : récupération des valises et installation. Beau-coup de gars sont crevés : ils viennent du Midi ou de Bretagne et ont passé la nuit dans le train. Pour tous, cette journée a été exténuante : attente, déplacements inutiles, erreurs.

Il est presque 21 h 00. Personne ne parle mais tout le monde pense la même chose : y'en a ras le bol et on en a pour un an. Tous ceux qui ne sont pas déjà couchés écrivent : 1, 2, 3, voire 4 lettres à la file : c'est (déjà) le règne de l'ennui, l'avidité de ce qui se passe à l'extérieur contre la mort de l'intérieur.

après un an d'armée

Pierre qui vient d'être libéré du service militaire recherche du boulot. Ce matin, il est allé à l'ANPE.

« Après une heure d'attente, j'ai l'impression que l'on manque de personnel (ici) mon tour arrive enfin : « Monsieur, c'est pour vous inscrire ? »

« Ne travaillez pas en ce moment ? » « Non, évidemment. En général quand on vient ici, c'est qu'on a pas de boulot. Je sors du service militaire. » « Ah bon, vous sortez de l'armée ! Alors vous êtes prioritaire... Revenez le... 13 à 8 h 45. »

Merde alors, 10 jours d'attente pour m'inscrire, qu'est-ce que ça serait si je n'étais pas prioritaire ! De toute façon, je ne peux pas attendre sans rien faire. On sort de l'armée sans un rad et si j'attends le 13, je ne bosserai pas avant le 15, au mieux, donc ça sera léger à la fin du mois.

Alors, il ne me reste plus qu'un truc en attendant : tenter ma chance en intérim. Si ça marche, ça me permettra d'attendre la fin du mois. Au moins je ne serai pas chômeur. »

En effet, Pierre ne sera que chômeur partiel.

sports

critique cinéma

télévision

Michel Hidalgo succédera à Stefan Kovacs en janvier 76

Désigner l'entraîneur de l'équipe de France n'est pas une mince affaire.

L'équipe nationale a pour rôle d'affirmer sur la scène internationale la capacité d'un gouvernement à développer le sport dans son pays. Or en football, sport le plus populaire en France (1 million de licenciés), l'équipe de France n'a pratiquement rencontré que des échecs depuis 58, si ce n'est quelques résultats pour Saint Etienne en coupe d'Europe.

Le gouvernement par l'intermédiaire de la FFF pour remédier à cette situation avait appelé Stefan Kovacs lui qui avait réussi à faire gagner plusieurs années de suite l'équipe d'Ajax Amsterdam en coupe d'Europe.

Malgré ses capacités il n'a pu transformer la situation. La nomination de Michel Hidalgo en remplacement de Kovacs n'est pas une surprise. Collaborateur de l'actuel entraîneur il sera aidé de Herbin et Peyroche. Herbin lui avait refusé ce poste n'y trouvant pas son compte financier et ne tenant pas à ternir sa réputation par d'éventuels échecs de l'équipe de France.

Cette nouvelle tentative de la bourgeoisie risque d'être aussi « efficace » que les précédentes car si l'équipe de France n'a pas eu de résultat jusqu'ici, cela est dû à plusieurs choses :

Pratique dans les clubs d'un football défensif pendant des années, car il fallait assurer la prime de match et que le meilleur moyen de gagner était de ne pas encaisser de but.

Le professionnalisme en lui-même, arrosant les joueurs d'argent, centrant l'équipe sur la vedette, développe l'esprit individualiste et les contradictions dans les équipes et entre clubs, ce qui est contraire à l'esprit même du jeu. Il ne semble pas que c'est un changement d'entraîneur qui puisse remédier à cette situation même si quelques améliorations peuvent y être apportées.

José GARCIA

*FFF : Fédération Française de Football

ROLLERBALL

Quand on vient de voir « ROLLERBALL », le résumé qu'on en fait dans sa tête paraît absurde. Pendant 1 h 30, on assiste à la bagarre acharnée de la vedette n°1 d'un jeu dont les règles changent sans cesse sous l'impulsion de ses organisateurs, dans le but justement que cette vedette, Jonathan, y succombe. On voit aussi que le monde a changé, que le confort est partout et que les gens sont de vraies marionnettes. Bref, ce qu'on en retient c'est que le confort rend idiot et qu'il n'y a rien que le beau Jonathan pour s'en tirer, à la force de ses poings, en tuant, de diverses manières, ses adversaires.

On peut se dire alors que le réalisateur a voulu simplement faire un film à sensation avec beaucoup de sauce tomate mais ce serait bien mal juger « ROLLERBALL ». Ce n'est pas un western du futur que Norman JEWISON a réalisé, mais bien un film de politique-fiction et quand on assemble les bribes d'explication éparpillées dans le film en ce qui concerne le pourquoi des événements relatés, les intentions de William HARRISON, l'auteur, apparaissent clairement.

Dans cette fiction, pas de vaisseaux spatiaux, pas de gadgets électroniques ; la nourriture est la même que la nôtre ; simplement, le luxe réservé, aujourd'hui, à la bourgeoisie est celui de tout le monde : un peu plus poussé, c'est vrai, en ce qui concerne la possibilité de voir les émissions de télé sur un écran géant tant dans sa cuisine que dans sa chambre à coucher, mais, dans l'ensemble, ce n'est pas la technique qui a changé, ce qui s'est transformé, c'est l'organisation sociale et politique.

Après d'innombrables guerres entre les bourgeoisies nationales divisées (les guerres corporatistes) l'unanimité se fait pour donner le pouvoir à l'une d'entre elles car elle a trouvé le moyen de construire la société idéale en supprimant la révolte et la violence qui ne manquent pas de naître lorsque les hommes, même avec le confort, ont conscience d'être des pions : règles qu'on manie à volonté.

L'énergie « destructive », le grand « chef » du monde a réussi à la dévier au moyen d'un jeu : le « ROLLERBALL », dans des matchs où la foule applaudit aux blessures, à la violence défilant ses « mauvais instincts ».

Tout tourne rond pour les maîtres de la terre. Ils font ce qu'ils veulent, peuvent même enlever les femmes à leurs maris ; le jeu fait office de drogue et, des jaunes aux blancs, personne ne pense à protester.

LA CRISE SURVIENT :

Ce monde de l'an 2 000 entre dans la crise.



Le jeu trouve son maître dans la personne de Jonathan. Fou du Rollerball et athlète, Jonathan gagne à chaque match et bénéficie ainsi de l'adoration quasi hystérique des foules.

Porté héros dans le monde entier, il symbolise le jeu. C'est un pouvoir immense qu'il a entre les mains. Au lieu d'être une soupape de sécurité, le jeu devient générateur de « passions », de violence et de déchainements. En effet, pour que le jeu conserve son caractère imprévu et donc son attrait, il faut que le héros tombe, Jonathan refuse la retraite glorieuse qu'on lui propose. Le chef du « monde » change donc les règles du jeu. Plus de pénalités, tout est permis. A partir de là, l'arène dans laquelle se joue le Rollerball ressemble de plus en plus aux arènes sanglantes de Rome.

La belle société de consommation vacille : Jonathan tuant, étonnant ses adversaires et les foules le vénérant ; la violence devient la raison de vivre des hommes.

Cette histoire, HARRISON l'a écrite après être allé voir un match de hockey. C'est en fait, souvent, les professionnels du sport qui, poussés par les primes que leur offrent les grandes firmes « soutenant » le sport, transforment le jeu en bataille rangée. HARRISON y a vu un signe des temps.

Qu'il se rassure et s'en convainque, nous ne deviendrons pas les marionnettes de Rollerball !

Ces films de fiction, d'habitude, tentent de faire rêver à la société idéale : Rollerball, c'est une transposition caricaturale dans le futur de ce qui se passe aujourd'hui. Finalement, ce qui apparaît c'est... l'inquiétude et l'incertitude des intellectuels et des artistes devant les transformations du monde.

Prochainement : Débat avec des jeunes sur ce film. D'ici là, si vous l'avez vu, écrivez-nous.

Claude VILLARD

programme

LUNDI 6 OCTOBRE

- TF1
 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
 18 h 45 - POUR LES JEUNES
 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - « BUNNY LAKE A DISPARU » film américain d'Otto Preminger (1965)
 22 h 10 - JIRI PELIKAN, émission de Frédéric de Tovarnicki.
 23 h 15 - JOURNAL

- A2
 18 h 30 - JOURNAL
 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 19 h 45 - Y'A UN TRUC
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES, émission de Pierre Bellemare
 21 h 45 - Alain decaux raconte... «SARAJEVO»
 22 h 45 - JOURNAL

- FR 3
 19 h 00 - POUR LES JEUNES
 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
 19 h 55 - INFORMATIONS
 20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
 20 h 30 - PRESTIGE DU CINEMA FRANCAIS avec aujourd'hui « CARTOUCHE » film français de Philippe de Broca (1961)
 22 h 20 - JOURNAL

MARDI 7 OCTOBRE

- TF1
 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
 18 h 45 - POUR LES JEUNES
 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - QUOI DE QUI, jeu littéraire de Pierre Sabbagh
 21 h 15 - CES ANNEES LA : 1946 - 1970 « ANNEE 1947 », émission de Michel Droit
 22 h 15 - DE VIVE VOIX, émission de Jean Ferniot et Christiane Collange
 23 h 00 - JOURNAL
 18 h 00 - LES APRES-MIDI D'ANTENNE 2
 18 h 30 - JOURNAL
 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 19 h 45 - Y'A UN TRUC
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN, émission d'Armand Jammot, film : « LA FEMME DE JEAN », film français de Yannick Bellon (1974).
 Débat : « La condition de la femme »
 23 h 15 - JOURNAL et fin

- FR 3
 19 h 00 - POUR LES JEUNES
 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
 19 h 55 - INFORMATIONS
 20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX : Documentaire réalisé par Bristol Foster.
 20 h 30 - UN DÉTECTIVE A LA DYNAMITE
 Film américain de David Lowell Rich (1968), en version française.
 22 h 15 - JOURNAL et fin

feuilleton

memoires et aventures d'un prolétaire

de Norbert Truquin

Résumé :

La révolution de 48 éclate. Norbert, qui a 15 ans, parcourt les rues, regarde, et, parfois, prête la main aux émeutiers.

Vers les dix heures, je me trouvais sur la place de la Bastille où la foule provoquait les gardes municipaux qui étaient armés. Pas un seul de ces provocateurs n'était de la classe ouvrière ; c'étaient, en général, des jeunes gens bien mis. Était-ce l'effet de la situation ? Je leur trouvais le teint basané et la voix rauque ; on aurait juré qu'ils sortaient des jésuitières ou des prisons.

Les gardes municipaux semblaient se préparer au combat ; leur attitude était fiévreuse ; leurs visages étaient blêmes. Ce spectacle était pénible à voir.

Je m'éloignai par le boulevard Beaumarchais, en me dirigeant vers le faubourg du Temple. L'entrée de la rue Ménémountant était occupée par un escadron de dragons sabre au clair, la foule ne paraissait pas s'en inquiéter. Les boulevards étaient garnis de caniveaux. Quelques marchandes de fruits stationnaient au carrefour. Tout à coup les dragons se mirent à charger la foule. Ce fut un sauve-qui-peut général ; on se sauvait dans toutes les directions ; les fuyards se bousculaient, tombaient sur le pavé, se relevaient et déguerpissaient au plus vite ; les marchandes de fruits furent renversées ; je ramassai une douzaine de pommes que je serrai dans ma blouse sans songer à ce

que je faisais. Je me réfugiai derrière un arbre, et de là j'attaquai les dragons à coups de pommes. J'en lançai une avec tant de violence, que le cavalier qui la reçut sur son casque, en fut ébranlé et faillit tomber à terre.

Personne ne fut blessé ; les dragons ne frappèrent pas ; ils vinrent reprendre leur position en ligne et la foule revint également dans la rue, en criant : vive la Réforme.

J'allais en suite du côté des Tuileries. Les boulevards étaient bondés de soldats. Sur la rive gauche, une vingtaine de jeunes gens élevaient une barricade à l'angle de la rue de l'Éclaud. Je me mis à l'œuvre avec eux.

Vers midi s'avança un bataillon de troupe de ligne qui s'arrêta à vingt-cinq pas de la barricade. Quatre à cinq jeunes gens armés de vieux fusils, se tenaient assis sur le sommet des pavés. On se mit à

crier : vive la Réforme ! Vive la ligne ! Au bout d'un instant, la troupe tira des feux de peloton en l'air ; les insurgés en firent autant ; ces détonations durèrent un quart d'heure. C'était terrible d'entendre le bruit de la fusillade dans ces rues étroites. Puis la troupe se retira accompagnée toujours des mêmes cris : vive la Réforme ! Vive la troupe ! De là, je me dirigeai vers le boulevard Saint-Martin. Sur les boulevards, les postes occupés par la garde municipale avaient été incendiés. On criait : à bas les bonnets à poil ! On paraissait plutôt en fête qu'en révolution. Les bourgeois et les ouvriers semblaient confondus pêle-mêle comme des frères ; mais sur la physionomie des premiers on devinait qu'il y avait du louche dans leurs mouvements d'expansion et qu'ils éprouvaient une répugnance mal dissimulée pour leurs compagnons d'armes.

Sur la fin de la journée, un nouveau cri se faisait entendre, c'était celui de : vive la République !

Le lendemain 24, tout Paris était sur pied. L'agitation qui animait cette immense population était imposante à contempler. Je me rendis aux Tuileries de bon matin. J'eus beaucoup de peine à pénétrer à l'intérieur ; j'y fus porté avec le torrent dans le grand escalier du Pavillon central. Des individus excitaient la foule à jeter les meubles du château dans la cour du Carrousel ; mais un homme d'une haute stature, qui paraissait exercer beaucoup d'influence sur la masse, s'écria qu'il fallait arrêter ces excitateurs ; ce sont des agents de la Préfecture, ajouta-t-il ; ils ne sont pas difficiles à connaître ; en voilà un. Aussitôt ces individus se dispersèrent dans la foule.

(à suivre)

international



après la semaine de solidarité avec les peuples d'Espagne

Hier, s'est tenue une table ronde de camarades de différentes régions et villes pour faire le point sur les discussions qui se sont déroulées dans la classe ouvrière autour de l'Espagne. C'est notre manière à nous de répondre au dernier sondage Sofres qui affirmait que 45% seulement des français condamneraient les exécutions, et que 63% iraient quand même passer leurs vacances en Espagne et approuvaient l'attitude de Giscard.

Pour tous les camarades présents, l'intérêt pour l'Espagne dans les boîtes a été sans précédent et la mobilisation a dépassé, dans son ampleur, celle du 23 septembre : « À Montceau, le 23, les révisionnistes ont entraîné une soixantaine de personnes dans la rue, pour l'Espagne, nous étions 250 à manifester. » Dans plusieurs endroits, des manifestations, des débrayages et des actions parfois spontanées, ont eu lieu, dès le début des procès. À la CEMA d'Amiens, avant même que le mot d'ordre de boycott ne soit lancé, les ouvriers ont refusé de décharger un camion espagnol. Dans la même ville, un Comité-Espagne a été créé, et à Châlons, à l'initiative de l'UCJR, c'est un comité anti-fasciste qui s'est monté. Aux Chantiers Navals Dubigeon-Nantes, 2 000 travailleurs ont débrayé et manifesté : ils ont baptisé le futur « Pont Anne de Bretagne » qui devait être prochainement inauguré et l'ont appelé « Pont des Martyrs Espagnols assassinés par Franco, le 27/9/75 ». A Saint-Nazaire également, les travailleurs ont bloqué un car-ferry qui transportait des pièces Citroën deux fois par semaine pour l'Espagne. A Caen, 2 000 personnes ont manifesté avec la CFDT et des organisations d'extrême-gauche tandis que révisionnistes et FEN n'en rassemblaient que la moitié.

UNE MOBILISATION POLITIQUE

Tous les camarades sont d'accord pour dire que la classe ouvrière a tenu à exprimer massivement sa solidarité. Le camarade de Montceau en explique selon lui les raisons : « il y avait eu unanimité

autour des thèmes humanitaires lancés en partie par les révisionnistes qui se contentaient de dénoncer la barbarie franquiste. » Un camarade de Caen l'intrompt : « Les travailleurs ne se satisfaisaient pas de ces explications. Une ouvrière de Moulinex m'a dit : « la solidarité après tout, pourquoi ? Il y a bien d'autres problèmes chez nous, par exemple, l'emploi. » « Ce qu'elle voulait dire, c'est : quelle solidarité ? Comment réaliser une solidarité de classes. Si l'on se contente de dénoncer les crimes d'un vieillard s'nile, ça ne va pas. » Un camarade de Nantes confirme : « La mobilisation de la classe ouvrière allait au-delà des thèmes humanitaires, elle exigeait des réponses à des questions politiques. » Un camarade de Beauvais a constaté comme les autres qu'il y avait eu, après un premier élan de solidarité, des freins à la mobilisation, par exemple, lors de la manifestation de soutien de Franco, place d'Orient. Le camarade de Caen raconte comment, dans un secteur pourtant peu combattif de la SMN, un travailleur espagnol a réussi à



contre la propagande réactionnaire sur ce point : « les travailleurs sont soumis à des pressions incroyables, ils sont rassemblés sur leurs lieux de travail, par camions et ils doivent absolument être vus à cette manifestation. » Un camarade de Strasbourg nous écrit en confirmant cela : « on a démythifié la grande manifestation franquiste en expliquant comment le régime s'y prend pour monter de telles manifestations : rassemblements de militaires et de flics, ramassage par camions des paysans en les payant. » Le camarade ajoute que certains travailleurs, à la Savieim, par exemple, soulignent la nécessité de critiquer les larmes de crocodiles de la bourgeoisie et trouvent qu'il faut expliquer l'attitude des capitales européennes ; pourquoi la plupart des pays de la CEE condamnent les exécutions et pourquoi le gouvernement français n'a pas rappelé son ambassadeur ? A ce sujet, un correspondant de Paris nous écrit : « Giscard et Schmitt ne verraient pas d'un mauvais œil l'évolution de l'Espagne vers une démocratie à dominante sociale-démocrate, on comprend mieux l'alliance fondamentale entre la bourgeoisie de notre pays et les révisionnistes. Ils envisagent en effet tous deux la fin du franquisme. Les premiers souhaitent un « socialisme » à la Soarès adapté à l'Espagne, le second une

« démocratie » à dominante révisionniste ; les deux étant finalement d'accord pour adapter sans le détruire l'appareil policier issu du franquisme pour réprimer les peuples d'Espagne. »

LA RÉVOLUTION AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

Les travailleurs s'interrogent également sur les réactions en Espagne après les exécutions : comment se fait-il qu'il n'y a pas de réaction de masses, sauf au Pays Basque ? Est-ce qu'il va falloir les aider ?

Derrière ces questions, le camarade de Montceau nous dit que les jeunes surtout veulent connaître ce qu'est la guerre civile en Espagne dans la mesure où ils y pensent souvent quand ils parlent de la révolution en France, les brigades internationales...

Le camarade de Montceau insiste enfin sur le caractère politique des questions posées dans la classe ouvrière. Le camarade de Caen conclura : « c'est en répondant à ces questions dans le journal, que la mobilisation sur l'Espagne pourra se prolonger et permettra de répondre à la fois à nos tâches internationalistes et aux questions de la révolution en France. »

recueilli par Hélène VARJAC

SONDAGES ET OPINIONS

D'après un sondage de la SOFRES, 45 % des français réapprouveraient l'exécution des cinq, 65 % approuveraient Giscard de ne pas avoir rompu les relations diplomatiques avec l'Espagne, 63 % iraient passer leurs vacances en Espagne, si tel était leur projet, malgré les exécutions.

Des manifestations, souvent les plus nombreuses depuis 1968, se déroulent dans toutes les villes de France. Qu'à cela ne tienne ! Un bon sondage vient prouver que ce n'est qu'une « minorité ». Voilà Giscard légitimé et Franco rassuré. C'est presque aussi représentatif qu'une élection dont les résultats sont justement connus à l'avance, grâce aux sondages.

LIBAN TREVE PRECAIRE A BEYROUTH RAIDS SIONISTES AU SUD LIBAN

Depuis la signature de l'accord sur le Sinaï, entre l'Egypte et l'Etat d'Israël, un complot des Etats Unis, de la réaction arabe, libanaise et de l'Etat d'Israël se déroule, combinant les combats intérieurs et les attaques extérieures de la part de commandos israéliens. Les Etats Unis veulent imposer leur solution, et d'abord l'accord sur le Sinaï, afin d'affirmer leur présence dans la région. Ce complot a pour but à la fois d'empêcher les palestiniens et les forces progressistes libanaises de se regrouper pour s'opposer à l'accord sur le Sinaï, et de frapper les forces progressistes de la région.

Samedi matin, un commando armé est intervenu sur l'aéroport de Beyrouth. Une fusillade les a opposés à l'armée libanaise. Un soldat et un des membre du commando ont été tués ; les deux autres ont été arrêtés. Par téléphone de Beyrouth, nous apprenons que cette opération a été mise sur pied par les services de renseignements égyptiens, d'après le Fatah.

Les enlèvements sont la pratique quotidienne des phalanges. Ils enlèvent les gens suivant leur carte d'identité nationale. Très peu d'otages sont libérés, la plupart sont tués.

Pendant ce temps, au Sud-Liban, les raids israéliens sont quotidiens, contre les villages frontaliers. Cela fait partie du complot. Hier, il y a eu des attaques contre Kafr Kalla et Kafr Chouba, et les régions frontalères. Les israéliens disent que c'est une réponse à l'opération de Tel Aviv de mardi passé, au cours de laquelle deux banques ont été complètement détruites et de samedi.

pour créer une situation de conflit, et pour que les combats reprennent. Mais les masses libanaises et les palestiniens n'ont pas réagi car la manœuvre était trop claire.

Les manchettes des journaux insistent sur le fait que le conflit n'est pas confessionnel. Dans « As Safir », le mufti (chef religieux sunnite) se déclare « pour la participation à la coexistence avec les palestiniens ». Kreich, archevêque maronite (chrétien) se dit « contre les milices fascistes et avec les forces palestiniennes ». « Al Nahar », de son côté titre : « Contre la division du Liban ».

Aujourd'hui, la situation est calme, mais il y a une grande inquiétude.

Il est peu probable que les événements cessent ; les forces réactionnaires cherchent à accroître les combats. Au contraire, les forces progressistes et la Résistance font tout pour les arrêter, car c'est leur intérêt.

Un exemple du complot poursuivi par l'impérialisme et la réaction arabe a été fourni par l'opération à l'aéroport, samedi. D'après Fatah, ce sont les services d'espionnage égyptiens qui ont mis sur pied l'opération,

OPÉRATIONS INCESSANTES EN PALESTINE OCCUPÉE

Les opérations se poursuivent chaque jour. Vendredi, un important centre de stockage de bois a été détruit. Samedi, le principal centre de bus de Tel Aviv a été détruit également.

LA RÉSISTANCE ASSURE LA SÉCURITÉ DU QUARTIER DE CHIAH

L'Etat libanais veut renforcer sa présence militaire. Le gouvernement a fait entrer les forces de sécurité intérieure et de l'armée dans les quartiers, pour son intérêt qui est l'intérêt de la réaction. C'est pour cela que la Résistance a tenu à ce que les forces du CLAP (Commandement de la Lutte Armée Palestinienne) soient dans les quartiers populaires, comme cela s'est passé à Tripoli. Dans le quartier de Chiah, les masses ont réclamé la présence palstinienne pour assurer leur sécurité.

le quotidien du peuple

en bref..

SÉNÉGAL : NOUVEAUX PROCÈS

12 personnes doivent comparaître prochainement devant le tribunal spécial. Elles sont accusées d'appartenir à l'organisation « And-Jéf » (unité d'action) qui se fixe pour tâche immédiate le renversement du régime néo-colonial et son remplacement par un régime de démocratie nouvelle.

C'est la poursuite d'une vague de répression commencée en janvier 1975. Les détenus ont été sauvagement torturés, notamment à l'électricité. Ils ont entrepris une grève de la faim pour obtenir la libération d'une camarade qui avait avorté en prison par suite des mauvais traitements. C'est ce que Senghor, le président du Sénégal, appelle une politique « humaniste ».

Correspondant

VERS UNE ASSOCIATION DES PAYS PRODUCTEURS DE SUCRE ?

Le Pérou vient de proposer la création d'une organisation des pays du Tiers Monde exportateurs de sucre, aux 22 pays participant à la 3ème réunion des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes. Les pays réunis réalisent chaque année 50 % des exportations mondiales de sucre. « C'est seulement en établissant une organisation appliquant une politique commune que les pays exportateurs de sucre peuvent acquérir une force d'intervention décisive dans la fixation des prix du sucre » a déclaré le ministre péruvien du commerce en présentant le projet.

FUITE DE COLONS RHODÉSIENS

Pour la première fois depuis 1974, il est parti plus de colons qu'il n'en est arrivé en Rhodésie. 1 290 colons ont quitté définitivement le pays au cours du mois d'août. C'est un signe que la situation ne rassure guère les colons sur leur avenir dans le pays.

NORVÈGE : MANIFESTATIONS CONTRE LES ESSAIS DE FUSÉES SOVIÉTIQUES

Une manifestation s'est déroulée en Norvège contre les essais de fusées soviétiques dans la mer de Barentz, devant l'Ambassade soviétique à Oslo. L'essai de fusées dans la mer de Barentz est une menace pour la Norvège. Les manifestants dénonçaient aussi les préparatifs de guerre de l'URSS et des Etats Unis. « L'essai de fusées dans la mer de Barentz est une menace pour la Norvège » était le mot d'ordre des manifestants.

ARGENTINE

Un des principaux dirigeants marxistes féministes uruguayens a été arrêté le 20 septembre. Mario Echnique est le secrétaire du Parti Communiste Révolutionnaire (PCR) uruguayen depuis 1969. Ce Parti a été durement réprimé par le gouvernement militaire à partir de 1972 et plusieurs de ses militants sont morts sous la torture. D'autres, comme Mario Echnique ont dû se réfugier en Argentine où vivent un million d'uruguayens. Mario Echnique a été enlevé par une commission policière composée d'agents uruguayens et argentins et on ignore tout de son lieu de détention. Comme tous les prisonniers politiques dans ce pays, il est, probablement soumis à d'intenses tortures et il est à craindre qu'il soit ensuite remis au gouvernement de son pays. En sa compagnie, se trouvaient ses deux frères, Eden et Antonio, ainsi que leurs trois épouses et leurs enfants. Épouses et enfants ont seuls été libérés.